

LA DAME DE VITRY

Invité par les "Causeries du Lundi," le cercle littéraire féminin de la Nouvelle-Orléans, à faire une petite conférence, M. Paul Villieré, notre très distingué collaborateur et ami, a lu le manuscrit, qui suit et que nous sommes heureux de pouvoir reproduire. M. Villieré, avec juste raison est passionnément épris de l'histoire de notre "Louisiane." D'un esprit fin, distingué et cultivé, il sait évoquer pour nous avec un charme tout particulier les anecdotes ou les faits romanesques qui se rattachent à l'histoire coloniale de notre pays. Celle que nous publions aujourd'hui, accompagnée de ses commentaires savoureux, offre le plus grand attrait à tous ceux qui aiment à connaître en dehors des grandes lignes de l'histoire les "à côtés" pittoresques et les détails intimes qui lui donnent très souvent un plus puissant relief.—Rédaction.

LA DAME DE VITRY

A ma grande surprise et, si vous voulez bien me croire, à ma grande confusion, j'ai reçu et accepté, lundi dernier, l'invitation de venir vous dire quelque chose, dans la langue que vous aimez à juste titre, puisque vous vous rassemblez si fidèlement à vos "Causeries du Lundi."

N'ayant aucune prétention de littérateur, et aucun dilettantisme, puisque je suis bureaucrate et paperassier, de profession, je me demandais à quel titre et sur quel sujet, je pourrais vous entretenir. Après quelque réflexion, et non sans hésitation, j'ai conclu que si mon auditoire aimait assez le Français pour se réunir chaque semaine, c'était, inconsciemment peut-être, mais bien certainement parce qu'il aimait la Nouvelle-Orléans, et la Louisiane, c'est-à-dire, la France. Et alors, si vous le voulez bien, mesdames, nous causerons cette après-midi, de votre pays et du mien, et nous redirons avec amour son nom, qui est si doux, qu'il semble fait pour orner le plus beau vers d'un grand poète, ou pour être gracieusement murmuré par les lèvres d'une femme. Nous causerons donc pieusement et amoureusement, de notre chère Louisiane.

Précisément, le mois dernier, je lisais une histoire, j'allais dire un conte, très finement écrite, et d'un vif intérêt pour nous, car la partie la plus intéressante, et la plus passionnante, se déroule en Louisiane.

Vous me permettrez de vous le redire, à ma façon, très gauchement sans doute, car je suis inexpérimenté, mais en revanche, très simplement, comme un homme qui aime sa patrie en tout ce qui peut la rendre intéressante.

Il y avait une fois, il y a deux cents ans de cela, et pour préciser, c'était en 1711, une princesse de la haute et puissante maison de Brunswick, qui s'appelait Charlotte Brunswick Wolfenbuttel. Elle était jeune et belle, élevée dans un milieu élégant et raffiné, appartenant aux premières familles de l'Europe, puisque sa sœur devint la femme de Charles VI d'Autriche, empereur d'Allemagne, et son frère, l'électeur de Hanovre, eut un fils, qui devint George Ier, roi d'Angleterre. Le père de Charlotte, le duc Antoine Ulric de Brunswick Wolfenbuttel, aimait les arts et les sciences, écrivait lui-même et composait de la musique. La petite cour était le rendez-vous des raffinés de l'époque. Je me permets ici de citer un passage du livre que j'ai lu, afin de vous donner une idée de l'entourage et de l'éducation de la princesse Charlotte:

"Ajoutez le train de vie auquel toutes ces petites cours étaient accoutumées. On n'y avait qu'un souci, imiter Versailles. De grands parcs, des statues devant les boulingrins, trois et quatre cents chevaux à l'écurie, un carrosse doré à six bêtes pour la promenade, avec nombreux postillons et cavaliers d'escorte, les visites au château annoncées à son de trompe devant le pont-levis, les repas de même, les dames d'honneur assistant sur des tabourets aux dîners des Altesses sérénissimes, classées suivant leur rang d'après un protocole exigeant, les mariages princiers célébrés par des bals et de grandes réjouissances populaires, des princes ayant tous des maîtresses titrées qu'ils emmènent faire la fête à Venise, tout le luxe et le brillant de la vie princière secouée par des

dramas, des ambitions, des projets, des intrigues, des négociations royales et impériales."

Je me suis permis cette description afin de vous donner un aperçu de l'entourage de la Princesse Charlotte pendant sa jeunesse, et de vous démontrer son accoutumance avec l'extrême élégance de l'époque.

Pierre le Grand, czar de Russie, avait un fils, Alexis, un être morose et fruste, ayant un instinct et des appétits de bête fauve. Le czarowitz Alexis avait été forcé par son père à voyager en Europe, et par hasard, s'était attardé à la cour d'Ulric de Brunswick, où il avait rencontré la jolie et charmante princesse Charlotte. Pour des raisons politiques, Pierre le Grand voulut du mariage, qui se fit avec grand faste à Gotgau. Les mariés ne furent pas heureux. Quatre ans après, à la suite d'une dispute, Alexis assomma sa femme de coups, et la laissa pour morte. Cependant Charlotte fut soignée par la comtesse de Koenigsmark, qui fit dire au czarwitz que sa femme était morte, ordonna les obsèques, et réussit à faire partir Charlotte, qui accompagnée d'un fidèle serviteur, traversa l'Europe, incognito, s'arrêta quelques jours à Paris, et gagna le port de Lorient, où elle prit passage à bord d'un navire, le Portefaix, qui transportait 800 colons allemands en Louisiane.

Il y avait à bord du Portefaix, et commandant les colons, un jeune officier Suédois, le chevalier d'Arensbourg, qui eut tous les égards possibles pour la princesse Charlotte. Après quarante-cinq jours, d'une longue et pénible traversée où plusieurs des colons allemands moururent, le Portefaix arriva aux passes du Mississipi et les voyageurs débarquèrent à la Balise, d'où ils furent transportés en canot jusqu'à la Nouvelle-Orléans, que Bienville venait de fonder. Les émigrants allemands furent dirigés sur la côte des Allemands, dans les paroisses St. Charles et St. Jean Baptiste, et leurs descendants sont ceux que nous appelons des créoles allemands. Ils sont reconnus comme nos meilleurs fermiers, et plusieurs de leurs familles se distinguèrent, telles que les Poché, les Waguespack, les Webre, etc. Vous me permettrez même de vous conter qu'une de leurs plus célèbres familles s'appelait Zweig au début, ce qui veut dire une branche, et que maintenant nous ne la connaissons que sous le nom de Labranche. Il y eut aussi les Dubs, qui devinrent la grande famille Troups, etc. Il est bon de rappeler l'histoire de cette immigration allemande, car nous avons l'habitude de nous targuer, dans nos familles, de ce que nos aïeux étaient Français, et les premiers établis dans le pays. A quelques exceptions près, ceci n'est pas toujours vrai, car les colons allemands étaient en plus grand nombre que les français, tout à fait au début de notre histoire. Il est vrai que plus tard, dû à la prépondérance du Français, et aux nombreux mariages qui en résultèrent, ces familles perdirent leur langue maternelle et leur identité d'Allemands. Je sais même, qu'à l'époque de la dernière guerre, il ne fallait pas mentionner leur ascendance, ni surtout discuter les consonnances allemandes de leurs noms.

Suivie d'un fidèle serviteur, qu'elle faisait passer pour son père, la princesse Charlotte fut reçue avec égards par la colonie. On comprit bien à son grand air et à ses belles manières de cour, qu'il y avait un mystère chez elle, mais on respecta son désir de demeurer incognito.

Fin au prochain numéro

Pas assez riche

"Lizi—Mon papa va payer un loyer de \$50 par mois.

"Lozo—Ah! ben, ton papa est riche, tandis que le mien n'a pas les moyens d'être locataire; il est propriétaire.

SI L'ALLEMAGNE...

SI ELLE AVAIT ÉTÉ VICTORIEUSE, ELLE AURAIT SAIGNÉ À BLANC LA FRANCE

L'envoyé spécial du "Temps" en Allemagne écrit à notre grand confrère parisien:

En 1915, 1916 et 1917, quand l'Allemagne se croyait victorieuse, ses hommes d'Etat, ses généraux et ses publicistes rivalisaient d'ardeur pour établir la carte à payer qu'on présenterait à la France abattue. L'indemnité de guerre prévue augmentait en raison de la résistance héroïque des Poilus. De 50 milliards, elle passait, la seconde année de la guerre, à 100 milliards, pour atteindre 500 milliards à la veille de l'offensive libératrice du maréchal Foch. Il existe toute une littérature glorifiant le droit du vainqueur de saigner à blanc l'adversaire vaincu. On se moquait alors des neutres "qui avaient pitié des pauvres Français et s'inquiétaient de la destruction de leurs trésors artistiques," et on leur signifiait brutalement qu'on ne se laisserait pas attendrir. Les journaux de droite, jusqu'à ceux de l'extrême gauche préconisaient les plus vastes annexions justifiées "par l'immense danger que ferait toujours courir à la paix du monde le caractère national des Français." Un journal libéral et démocratique, la vieille "Gazette de Voss" (du 24 juillet 1916), répétait "que c'était la France qui avait déclenché la guerre et que, pour éviter une nouvelle attaque brusquée, il fallait laisser aux autorités militaires le soin de fixer la nouvelle frontière." A Berlin, on était pénétré des principes bismarckiens, "que la victoire doit être monnayée sans longs délais, qu'on devait "prendre d'abord l'argent disponible, opérer des prélèvements sur le capital" de la France et "encaisser les revenus des provinces occupées jusqu'à l'extinction des dettes de guerre." Ceux qui bien timidement, signalaient le danger de pousser la France à bout et parlaient de modération étaient vertement rabroués. "Jamais!" s'était écrié le ministre von Kuhlmann au Reichstag, et la presse officielle déclarait "que les malheurs de la guerre n'avaient pas changé la France qui resterait toujours le foyer où couvait la flamme qui incendierait l'Europe."

Quand je suis venu en Allemagne après l'armistice, les Allemands laissaient percer leurs inquiétudes; ils considéraient avec terreur comme les conséquences inévitables de leur défaite le paiement de contributions pécuniaires immédiates, imposées aux villes des territoires occupés, ainsi que la perception des différentes recettes publiques par les vainqueurs. Ils ne s'attendaient certes pas à un système d'annuités échelonnant le règlement des réparations pendant plus de quarante ans.

Quand il a été question du Reichsnotopfer, cet impôt de "détresse de l'empire," M. Friedberg, leader des démocrates à la Chambre prussienne, a crié casse-cou: "Prenez garde, l'Entente confisquera cet argent à son profit." Or, le Reich encaisse paisiblement cet impôt et en gaspille les milliards, fidèle à sa maxime: "Dépensons tout ce que nous avons plutôt que de le verser à l'Entente." Le gouvernement de Berlin entretient princièrement les sans-travail. L'année dernière, ils étaient 390,000; ils sont maintenant plus d'un million. L'Etat, les provinces, les communes, les entreprises privées ont augmenté et continuent à augmenter tous les salaires. Un conseiller municipal me citait dernièrement les appointements énormes de 25,000 à 30,000 marks, des employés communaux, et constatait, avec satisfaction, que cette politique, habile, disait-il, consistant à accueillir toutes les revendications des salariés, avait sauvé le pays de la révolution communiste.

C'est ainsi qu'on multiplie à l'infini la monnaie de papier et qu'on en déprécie la valeur jusqu'au jour où elle

COQ GAULOIS

Le Président de la République a visité récemment l'Exposition d'aviiculture, au Grand Palais.

M. Millerand et sa suite parcoururent avec intérêt les allées, louant beaucoup les belles espèces qui sont exposées là, et qu'admire un public émerveillé.

Bientôt, le cortège arriva et s'arrêta devant un coq au plumage magnifique. Le fier animal ne fut nullement intimidé par la vue de tous ces messieurs graves. Au contraire; se dressant de toute sa taille dans son étroite cage, il se campa face au Président et, gonflant le cou, lança un superbe chant de triomphe qui résonna comme un joyeux coup de clairon dans l'immense hall.

M. Millerand esquissa un geste de salut à l'adresse de l'animal comme pour le remercier de sa politesse, puis il s'éloigna en souriant...

sera avilie comme en Autriche. Les Allemands ne tiennent nullement au relèvement du mark, dont le bas cours favorise les exportations, et ils se moquent encore de leurs débiteurs qui leur réclament le paiement des réparations en papier déprécié. Ils disent hypocritement: "Notre argent ne vaut rien, nous n'avons plus que nos fabriques, nos terres, nos maisons, notre cheptel et notre travail, et cela vous ne pouvez pas nous le prendre." On s'est arrangé pour changer l'écu en feuilles sèches, en espérant bien que personne n'en voudra plus.

Les experts allemands à Londres, financiers et industriels, diront: "L'Allemagne a: 1. un impôt sur les bénéfices de guerre de 10 à 100%; 2. un second impôt du même genre sur les bénéfices d'après-guerre de 5 à 70%; 3. un impôt de succession de 15 à 80%; 4. le fameux Reichsnotopfer, qui a le caractère d'une confiscation puisqu'il perçoit sur le capital de 15 à 70%. Enfin, toute une série d'impôts sur les revenus superposés aux impôts d'avant-guerre, ainsi qu'un nombre croissant de taxes et de droits divers." Cependant, le déficit est formidable, impossible à combler, malgré les majorations de tarifs dépassant, dans les chemins de fer et les postes et télégraphes, 700 à 800%, parce que les gouvernements qui se sont succédé depuis la révolution ont dilapidé systématiquement les finances publiques pour amorcer leurs expériences de socialisation et apaiser les colères du prolétariat insatiable. "On a appauvri la classe moyenne, encouragé le chômage, tandis que des fonctionnaires complaisants font le jeu des trusts, des capitaines d'industrie et des nouveaux riches qui font passer leur argent à l'étranger. N'a-t-on pas calculé que le gouvernement du Reich, avec sa formidable armée de fonctionnaires et de parasites, absorbait plus de cinq milliards par mois? Toutes les fonctions exercées avant la guerre gratuitement sont maintenant grassement rétribuées. A Berlin, les conseillers municipaux sont appointés, touchent des indemnités de vi chère et rivalisent avec les ministres pour conserver l'usage de nombreux automobiles. Quand on pense que Bismarck, à l'apogée de sa puissance, avait un vieux landau et deux chevaux de louage qu'il payait sur ses appointements!... L'Allemagne se ruine, budgétairement parlant; elle dissimule, dénature et fait passer en lieu sûr ses richesses immobilières. "Nous croyons être en paix; nous, alliés, nous ne voyons pas que l'ennemi, sans s'être arrêté, sans "avoir soufflé" un seul jour, poursuit contre nous une guerre aussi implacable que l'autre, la guerre financière. "Il compte bien "tenir" plus longtemps que l'Entente et gagner finalement, sur ce nouveau terrain financier, le fameux quart d'heure qui décidera de tout.

Ne nous arrêtons pas aux apparences et aux manœuvres de cette stratégie nouvelle d'un appauvrissement voulu du Reich. Et gardons en mémoire le plan allemand de 1917: encaisser par provision les revenus des pays occupés, jusqu'à l'extinction des dettes de guerre.—A. de Guillerville.